L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, c'est exactement la partie de la question que monsieur l'Orateur a déclaré irrégulière, mais le député l'a formulée à nouveau. En ce qui concerne la première partie de la question, l'exposé que j'ai fait jeudi dernier à la Chambre était très précis et je n'ai rien à y changer.

M. Woolliams: Je pose la question de privilège. La question que j'ai posée est certainement opportune et la Chambre des communes a le droit d'avoir une réponse. Le ministre de la Justice a déclaré jeudi dernier qu'on avait porté accusation contre Hal Banks et la Chambre des communes a sans doute le droit de savoir ce qu'il en est. Si l'on en croit les nouvelles parues dans les journaux, Banks a maintenant disparu et nous avons sans doute le droit de savoir comment il a pu disparaître avant d'avoir été arrêté et traduit devant le tribunal pour y faire une demande régulière de libération sous caution, de sorte que s'il était encore libre, il le serait selon un ordre régulier de libération provisoire sous caution.

Des voix: Règlement!

M. Woolliams: Mes honorables amis réclament le respect du Règlement. Je ne sais combien d'Orateurs il y a dans cette Chambre ni de quel parti ils sont...

L'hon. M. Chevrier: Je me demande simplement s'il s'agit ici d'une question, d'un discours ou d'une déclaration du député de Bow-River. J'ai dit jeudi que, sur l'avis du conseiller chargé d'étudier les dépositions que renferme le rapport Norris, Hal Banks avait été accusé, à Montréal, d'avoir comploté en vue de se livrer à des voies de fait contre le capitaine Walsh. Voilà donc un fait; que cela plaise ou non à mon honorable ami, c'est un fait. Je ne pense pas qu'il soit du devoir du ministre de la Justice de donner un compte rendu étape par étape des intentions du procureur spécial ou de la police, en sorte que les accusés éventuels puissent prévoir exactement quel sera le prochain coup porté. Je ne crois pas avoir à donner tous ces détails et je n'ai nullement l'intention de le faire.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Puis-je poser une question supplémentaire? C'est M. Martineau qui a été nommé conseiller. Qui a déposé la plainte? A quelle date l'a-t-il déposée? Comment se fait-il que le procureur lui-même, spécialement chargé de cette question ignorait tout de la mise en accusation?

L'hon. M. Chevrier: En ce qui concerne la dernière partie de la question, je ne puis accepter cela comme un fait, car j'ai ici une déclaration qui a été publiée dans le *Star* de [M. Woolliams.]

Toronto, en date du 2 novembre, et où l'on cite M. Martineau en ces termes:

M. Martineau a dit aujourd'hui aux représentants du *Star* que tout ce qu'il avait déclaré, c'était que si le ministre avait dit qu'une accusation avait été portée sa déclaration devait être exacte.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il a dit qu'elle ne l'avait pas été.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): La Chambre a certes le droit de savoir si une accusation a été portée, devant qui, à quelle date, et si un mandat d'arrestation a été délivré contre M. Banks.

L'hon. M. Chevrier: Eh bien, monsieur l'Orateur, on a déjà répondu à un certain nombre de ces questions. L'accusation a été portée à Montréal, contre M. Banks, le 23 octobre et, le 31 octobre, il a été délivré un mandat de perquisition par suite de ces accusations. Pour ce qui est de la dernière partie de la question, je ne crois pas qu'il soit de l'intérêt général de fournir le renseignement.

(Plus tard)

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Je voulais demander au ministre de la Justice si l'on avait émis un mandat d'arrestation contre Hal C. Banks et si l'on tentait de l'arrêter. Cependant, le ministre estime, semble-t-il, qu'il serait contraire à l'intérêt public de dévoiler ce renseignement. Je crois que les Canadiens doivent savoir qu'on donne suite à cette affaire.

L'hon. M. Chevrier: J'ai déjà dit par deux fois que, selon moi, il est contraire à l'intérêt public de répondre à cette question.

M. Woolliams: Question supplémentaire. L'intérêt public n'exige-t-il pas qu'on demande pourquoi Banks n'a pas été arrêté?

M. l'Orateur: A l'ordre! Il n'est pas conforme au Règlement de discuter avec un ministre qui refuse de répondre à une question.

M. Woolliams: Je ne discutais pas; je pose une question supplémentaire: pourquoi Banks n'a-t-il pas été arrêté?

Des voix: Règlement!

L'hon. M. Chevrier: Monsieur l'Orateur, vous avez déjà déclaré la question irrecevable.

M. Woolliams: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Sauf le respect que je vous dois, j'aimerais savoir de la présidence pourquoi cette question est irrégulière, si ce n'est que le ministre cherche à se dérober?

M. l'Orateur: Je pourrais donner des précisions à l'honorable député durant dix minutes, mais je ne veux pas retarder la Chambre. S'il veut bien consulter le commentaire